

## Texte de la vidéo « Du NIMBY à la résistance éclairée »

*Lea Sébastien, Maître de conférences en géographie à l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès*

### Introduction : Qu'est ce que le NIMBY ?

Julien Milanese : « Léa Sébastien, vous êtes maître de conférence en géographie à Toulouse II Jean Jaurès chercheuse au centre de recherche GEODE. Vous travaillez sur les controverses environnementales et notamment autour de la notion du NIMBY. "Not in my backyard", autrement dit "pas dans mon jardin" en français. Pouvez-vous s'il vous plait nous en dire un peu plus ? »

Léa Sébastien : Oui, aujourd'hui ce que je vais faire c'est analyser les controverses environnementales, de les décortiquer afin de voir ce qu'entrer en conflit sur un territoire signifie aujourd'hui. Donc en général, les opposants vont être catalogués dans ce qu'on appelle les Nimbistes. On verra d'abord ce que ce terme de Nimby signifie, puis nous verrons comment un collectif peut passer d'une opposition type Nimbiste à ce que nous appelons une résistance éclairée. Alors, qu'est ce que c'est le "NIMBY" ?

Rapidement, c'est une expression des années 70 qui vient des Etats-Unis quand les habitants de riches banlieues américaines (type "desperate housewife") s'opposaient à la construction de logements HLM aux abords de leur arrière cour. Depuis, cette expression a pris un essor rapide. C'est en effet très pratique pour cataloguer tous les mouvements d'opposition avec cette étiquette de NIMBY. Alors, quelle est la définition ? C'est un mouvement d'opposition privilégiant les libertés individuelles par rapport au bien commun. Le NIMBY a lieu lorsque les coûts sont géographiquement concentrés alors que les bénéfiques sont censés toucher une population plus large. Le Nimby est surtout utilisé par les porteurs de projets qui vont décrédibiliser leurs adversaires, les enfermer dans une situation illégitime et par les militants eux-mêmes pour se défendre. comme on peut le voir sur cette extrait.

*Patrick Monteil (LEA) : « Au départ on se dit "pourquoi ça passe là ?" Est-ce que moi je le veux dans mon jardin ? Si vraiment on trouve que c'est un bon projet, on devrait être prêt à l'accepter. Moi si on me dit : on fait un tunnel sous le Vignemale moi j'y habite pas sous le Vignemale je pourrais m'en fiche, mais en même temps ça me fait de la peine qu'on fasse un tunnel sous le Vignemale. Maintenant si les gens qui habitent à côté du Vignemale me disent "c'est un bon projet, à nous ça nous servira", après tout je dois m'incliner. Mais c'est quand même à eux au départ de tirer la sonnette d'alarme en disant "attention voilà ce qu'on met dans notre jardin". Donc quand je parlais de nimbisme, il me semble que c'est humain et normal que les premiers impactés, comme on dit même si le mot n'est pas joli, alertent et se posent des questions, ça paraît humain. »*

On peut retrouver 3 types de postures liées au Nimby (c'est surtout de la littérature nord-

américaine). Globalement, c'est dans les années 80 : on parle du syndrome Nimby. Où les militants représentent un obstacle à l'action publique, un danger même pour l'intérêt général. Il y a toujours 2 aspects qui sont associés à ces opposants : l'égoïsme et l'ignorance. Donc ces gens sont des égoïstes et des irrationnels. Donc on voit fleurir de nombreuses publications d'aide aux aménageurs pour favoriser l'acceptabilité sociale des projets impactants. Dans les années 90 on commence à questionner la légitimité des projets. Donc là ça devient un peu plus intéressant. Les mouvements de contestation représentent une forme légitime de redéfinition de l'intérêt général avec des propositions d'alternatives crédibles au projet. Certains auteurs parlent même de l'écodémocratie. Où les citoyens portent des valeurs nouvelles. Et plus récemment dans les années 2000, là c'est encore débattu selon les chercheurs, mais la tendance c'est que le concept de nimby doit être abandonné, en tout cas au sein de la science, parce que c'est un concept qui engendre une simplification abusive des conflits d'aménagement qui sont très complexes c'est un concept qui a très peu de portée explicative, et qui a un côté péjoratif qui le rend peu pertinent scientifiquement. Ma posture est de dire que le NIMBY peut apparaître comme forme instinctive d'envahissement d'un espace quotidien mais qu'avec le temps et ce qu'on va voir, la constitution de 4 formes de capitaux, social, savant, patrimonial et politique, le nimby peut se transformer en résistance éclairée.

### **Capital social**

Alors, comment un mouvement d'opposition peut passer du NIMBY à la résistance éclairée ? D'abord en constituant un capital social. Alors, qu'est-ce que c'est un capital social ? C'est la richesse des réseaux qui connectent entre eux les membres d'une société. Et quand on suit les collectifs dans le temps, on remarque que plusieurs réseaux se forment avec le temps. D'abord des réseaux locaux évidemment, puis des réseaux techniques où les néophytes s'entourent d'experts, et des réseaux associatifs où les associations essaient de se fédérer entre elles. Ce capital social est très important parce qu'il va renforcer le sentiment d'appartenance à la collectivité, il va permettre à l'association de rassembler davantage, d'asseoir sa légitimité, et de se maintenir dans le temps, ce qui est très important pour un collectif.

*Agnès Belaud (ACIPA) : « Socialement c'est vraiment très très fort, on rencontre plein de gens de partout, donc c'est très fort socialement. Et c'est comme ça qu'on tient car c'est pas tous les jours évident, je peux vous l'assurer. Moi, je fais que ça depuis que j'ai arrêté de travailler en 2008. Je suis quasiment 24h/24 à mon bureau, je fais le secrétariat de l'ACIPA. On est en lien avec plein de monde : les pilotes, les géographes, les avocats bien sûr, ... On travaille tous ensemble et c'est très enrichissant. Et c'est grâce à tout le monde qui est là qu'on tient le coup, et qu'on ira jusqu'au bout. »*

### **Capital savant**

Alors, deuxièmement, en plus du capital social, la résistance peut engendrer un capital savant. C'est à dire, l'ensemble des connaissances acquises au cours du processus d'opposition. Alors, il y a différents types de savoirs qui peuvent être mobilisés par les citoyens. D'abord les savoirs scientifiques, là on se rend compte que les militants mobilisent énormément de connaissances et deviennent des experts en matière de gestion des déchets, des transports etc... Ensuite il y a les savoirs institutionnels, où les militants maîtrisent tous les rouages autour des processus de décision. à différentes échelles : local, régional, national. Et également des connaissances procédurales, sur tous l'arsenal juridique pour mener à bien des recours en conseil d'Etat, administratif, etc. Les citoyens sont ainsi à même de questionner les études d'impact en mobilisant ces savoirs, et ce que certains chercheurs appellent des duels scientifiques. On rejoint un peu ici la science citoyenne, où la société civile va être proactive dans la mobilisation d'informations. C'est très intéressant parce que l'acteur local devient peu à peu un interlocuteur légitime apte à proposer ce qu'on appelle des expertises profanes.

*Victor Pachon (CADE) : « Nous sommes 4000 aujourd'hui, à penser que nous ne voulons pas qu'on décide à notre place. Nous sommes 4000 à savoir lire, écrire et compter. On a eu la chance d'avoir un peu de temps. Et donc on s'y est occupé. On ne connaissait pas bien le problème ferrovière, mais depuis qu'on travaille là-dessus, je sais ce que c'est qu'un bloc automatique lumineux, je sais ce que c'est qu'un IPCS, une indication permanente de contre-sens, la banalisation des voies, le système de contrôle des trains européens, ... On me la fait pas, à moi et à d'autres, on nous la fait pas en nous répondant à un problème technique avec 4 initiales. Pendant le débat public quand on s'est rendu compte que le fret était surestimé que le projet était bâti sur soit disant 40 trains de fret par jour alors que nous on avait passé deux fois 24h au bord de la voie pour compter les trains et on a obtenu la moitié et qu'on a obtenu la moitié des trains de voyageurs. Donc que RFF avait doublé pour aller vers la saturation des voies. On a alors demandé à la commission du débat public, une enquête indépendante. C'est le président de la commission du débat public qui a choisit le bureau d'étude Suisse. Et les 2 réponses aux questions qui leur ont été posées étaient les suivantes : oui le fret est surestimée et des chiffres moins optimistes sont nécessaires, l'autoroute ferrovière est non rentable, (l'autoroute ferrovière chez nous au pays basque c'est l'épine dorsale du projet) et ensuite est-ce que ça passe sur les voies existantes ? Oui ça passe sur les voies existantes avec des aménagements mineurs. Là ça a été un coup de tonnerre ! La presse, les élus, se sont dit : "merde les petits merdeux des associations ils avaient raisons". »*

### **Capital patrimonial**

Troisièmement, autre conséquence du mouvement de lutte : ce qu'on peut appeler la constitution d'un capital patrimonial. C'est à dire l'ensemble des attachements au territoire dans l'espace et dans le temps. Ce qui veut dire que la possible dégradation d'un espace peut conduire à sa réappropriation. Donc ça on le voit souvent dans la constitution des collectifs, en parallèle avec les grandes manifestations, recours administratifs, etc. Les militants vont organiser tout un tas d'évènements des soirées à thèmes, des bals, des ventes aux enchères, des journées du patrimoine, etc. Tous ces petits évènements qui paraissent anodins, conduisent à célébrer le territoire, à le remettre en valeur, conduisent à la redécouverte de l'histoire et du patrimoine, et créent finalement des attachements territoriaux. Donc les militants vont d'abord ancrer leur attachement au territoire, et vont vouloir ensuite le transmettre à d'autres acteurs. Donc c'est assez intéressant de voir comment la répulsion première à l'arrivée d'un projet impactant peut redonner un sentiment d'appartenance des acteurs à cet espace au travers de la constitution d'un capital patrimonial.

*Dominique Fresneau (ACIPA) : « On s'est enrichit sur notre connaissance du lieu parce que même moi si je suis né ici la biodiversité de Notre Dame des Landes, je ne la connaissais pas. D'un point de vue technique, on vu les pilotes nous dire qu'on avait raison, en nous amenant des arguments supplémentaires, et tous les comités des naturalistes en lutte qui sont venus bénévolement de partout nous dire ce qu'on avait chez nous nous faire découvrir ce qu'on avait chez nous. Et ça c'était quelque chose qui était invraisemblable parce qu'on pensait pas qu'on avait cette richesse là. »*

### **Capital politique**

Et finalement notre propos est de dire que c'est l'association de ces 3 types de capitaux social, savant et patrimonial, qui permet d'engendrer un capital politique. Donc la définition d'un capital politique va être la capacité d'un acteur à se positionner sur la scène politique. Donc l'association de tous ces capitaux crée l'émergence d'une identité politique collective qui s'associe à ce qu'on appelle une montée en généralités des revendications. Les collectifs mobilisent ces différents capitaux d'abord pour s'opposer au projet puis pour étudier les alternatives et faire des propositions au niveau local, puis régional et souvent même sur le plan national.

*Txetx Etcheverry (Bizi!) : « Si tu prends par exemple quelque chose comme le changement climatique tu vois bien qu'il y a aujourd'hui un lien complet entre le global et le local. Aujourd'hui si ils construisent un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes ça ne sera pas qu'un problème local c'est à dire que cet accaparement de terres agricoles pour construire un projet insensé comme ça c'est un problème pour l'humanité entière. Nous en tant que militants du pays basque profondément ancrés et attachés à un territoire qui voulons le léguer, nous ne nous considérons pas propriétaire de cette terre, on l'a hérité de nos parents pour la transmettre à nos enfants on ne peut pas uniquement penser localement, on est obligé de penser à un certain nombre de phénomènes qui au niveau mondial, international vont avoir des répercussions sur nous localement et on va devoir faire des choix locaux en fonction de ces objectifs et impératifs globaux et mondiaux. »*

### **Conclusion : Qu'est ce que l'intérêt général ?**

En conclusion, on voit bien que entrer en conflit ne signifie plus seulement s'opposer, c'est un vecteur d'intégration du citoyen au processus de décision publique locale. Les mouvements de riverains représentent des sortes de collectifs hybrides qui vont reconfigurer la qualité politique des espaces. C'est à l'occasion de projets ponctuels que les citoyens réinvestissent réellement le champ politique. Avec la constitution de ces différents types de capitaux, un petit rappel : social, savant, patrimonial et politique, les fronts de refus deviennent force de proposition et on passe du NIMBY au NIABY "none in anyone backyard" ou en France "ni ici ni ailleurs" NINA, ce qu'on peut appeler la résistance éclairée.

Alors je voulais terminer sur une petite discussion sur l'intérêt général qui est traditionnellement porté par l'État chargé de faire le tri entre le bien commun et les intérêts particuliers portés par les citoyens. Mais on voit bien que la dichotomie binaire entre l'intérêt général rationnel et les intérêts particuliers irrationnels ne tient plus, et ce modèle est à bout de souffle. Et l'ensemble des mobilisations collectives le prouvent. De même, je ne sais pas si vous connaissez le PIG (projet d'intérêt général), que l'Etat appelle PIG il s'agit d'imposer un projet par un seul acteur qui est le préfet sur un territoire contre toutes les enquêtes publiques, manifestations etc. et ça porte le nom d'intérêt général, qui peut être imposé par un seul homme. Donc on voit bien qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Ça nous pousse à réinterroger cette notion d'intérêt général. Aujourd'hui on va plus parler d'intérêts territoriaux par exemple, avec la légitimité des acteurs locaux pour défendre ces intérêts territoriaux. On va parler aussi d'égalisation des légitimités légitimités scientifique, technique, de représentation, de proximité, etc. La montée en généralité dont on a parlé est vraiment un mécanisme de construction de l'intérêt général sur le territoire qui va être porté par des collectifs. En conclusion, on peut dire que le bien commun ne peut pas être opposé aux questions locales bien au contraire. Ces questions locales permettent de révéler ce bien commun.